

Martin Koopmann

Instaurer la confiance, animer la diversité, assumer ses responsabilités - de nouveaux objectifs pour le Triangle de Weimar

Depuis l'adhésion de la Pologne à l'UE, le Triangle de Weimar a perdu sa raison d'être et omis de se fixer de nouveaux objectifs. Actuellement, il souffre en outre des fortes divergences entre les intérêts et les valeurs des trois pays. Il faut de toute urgence surmonter ces conflits et définir de nouveaux objectifs, adaptés à la réalité actuelle. C'est seulement à cette condition que la France, la Pologne et l'Allemagne pourront jouer ensemble un rôle constructif et décisif dans l'UE et assumer une vraie responsabilité pour l'Europe.

Il est vrai que la plupart des gens en France, en Pologne et en Allemagne n'ont encore jamais entendu parler du Triangle de Weimar. Il est tout aussi vrai que ce constat ne dit pas grand-chose de la pertinence politique du Triangle. Alors, le Triangle de Weimar est-il vivant ou mort ? Le cadre trilatéral a donné lieu à des réalisations positives : des initiatives émanant de la société civile, des projets culturels, des coopérations universitaires (et même des diplômes trinationaux), des jumelages de villes, l'initiative du Triangle de Weimar des femmes. Ces exemples témoignent de l'intérêt réciproque et de la volonté des sociétés des trois grands voisins de l'UE de se rapprocher, de travailler ensemble et de tirer profit les uns des autres. Mais dans le champ politique, où il a pourtant vu le jour en 1991 par la déclaration des ministres des Affaires étrangères, le Triangle de Weimar brille par son absence. On assiste certes à des rencontres trilatérales et on note des efforts sur le plan diplomatique, mais leur influence sur l'évolution de l'Union européenne (UE) est minime. Force est de constater que dans la politique européenne, le Triangle de Weimar n'occupe actuellement qu'une place marginale. Cela ne changera que si, 30 ans après sa fondation,

Paris, Varsovie et Berlin redéfinissent la raison d'être du Triangle et formulent pour lui des objectifs clairs.

Réajuster le Triangle

Rétrospectivement, l'engagement politique était bien plus grand dans les années 1990 qu'aujourd'hui. Le lancement conjoint du Triangle par Roland Dumas, Krzysztof Skubiszewski et Hans-Dietrich Genscher à Weimar a été suivi de rencontres annuelles des ministres des Affaires étrangères. Son objectif primordial avait beau être la préadhésion de la Pologne et des autres « nouvelles démocraties » - comme elles étaient dénommées dans la déclaration de 1991 - à la Communauté européenne, il ne se réduisait pas à cette perspective. Le Triangle visait aussi à établir un nouvel ordre de paix en Europe, fondé sur des structures existantes comme le Conseil de l'Europe, la CSCE et l'OTAN et porté par la conviction qu'il fallait saisir l'opportunité de créer une nouvelle Europe fondée sur la solidarité et sur les « valeurs communes reçues en héritage ».

Deux ans après la chute du mur de Berlin, un objectif clair sous-tendait la fondation du Triangle de Weimar : surmonter définitivement la division de l'Europe. Sur ce point, Paris, Varsovie et Bonn étaient globalement d'accord, et cet objectif a été pendant longtemps le ciment du Triangle de Weimar. Pourtant, à ce jour, ce dernier n'a pas réussi à trouver un second souffle après le succès de la première génération, qui a abouti en 1999 à l'adhésion de la Pologne à l'OTAN et en 2004 à l'UE. Certes, les ministres des Affaires étrangères ont continué et continuent à se réunir, tout comme les chefs d'État et de gouvernement (la plus récente rencontre remontant toutefois à 2011), les ministres des Affaires

Trente ans du Triangle de Weimar: une idée d'hier ou un concept pour demain?**N°8**, 30 juin 2021

européennes et d'autres ministres. Mais à ce jour, le Triangle n'a encore proposé aucune initiative notable, et encore moins une impulsion décisive en matière de politique européenne. Depuis 2004, mis à part le succès de la gestion trilatérale de la crise ukrainienne en février 2014, il est resté globalement invisible.

Après l'ambition historique forte que représentait l'unification de l'Europe, il n'a pas eu d'autres projets de cette envergure. Dans les principaux domaines d'action de la politique européenne, qu'ils soient liés à la politique étrangère, intérieure ou économique, il existe de forts conflits d'intérêts et des divergences de priorités que les trois pays n'ont pu, jusqu'à présent, utiliser pour élaborer des compromis dans l'intérêt de tous les membres de l'UE. Depuis 2015, la coopération est également mise à mal par le profond conflit de valeurs sur l'État de droit et la démocratie qui oppose le gouvernement polonais dirigé par le PiS à la France et à l'Allemagne. La tentative du président Macron de donner un nouvel élan à la relation avec Varsovie lors de sa visite en Pologne en février 2020 n'a pas été une franche réussite. Depuis des années, l'UE se permet de renoncer à une direction politique commune par trois de ses États membres centraux.

30 ans après la déclaration de Weimar, il est temps de se tourner vers l'avenir. La France, la Pologne et l'Allemagne doivent s'entendre de toute urgence sur une vision commune de ce que doit être le Triangle de Weimar dans la politique européenne et des objectifs qu'ils peuvent porter ensemble sur une longue durée. Ces objectifs ne doivent pas résulter d'un compromis bancal et superficiel ni être trop ambitieux. Ils doivent au contraire être réalistes et partir de la situation actuelle du Triangle.

Instaurer la confiance au sein du Triangle

La prime de confiance de 2004 s'est érodée au fil des ans, ce qui s'explique en grande partie par les

divergences avec la Pologne depuis 2015, mais pas uniquement. En fait, il existe différentes conceptions de ce que l'UE devrait être, de la manière dont elle devrait fonctionner et des valeurs qui la sous-tendent. Des conflits concrets dans la politique migratoire, la politique sociale, la crise de l'euro, la politique étrangère et de sécurité, en particulier pendant l'administration Trump, et sur la question de l'État de droit en Pologne ont aggravé cette crise de confiance. Mais si l'on parvient à rétablir la confiance perdue et à retrouver le chemin d'un dialogue constructif, il y aura un effet d'entraînement sur les autres membres de l'UE. Cet objectif passe par deux impératifs : d'une part, il est urgent d'investir dans une meilleure compréhension mutuelle des conditions sociales, culturelles et économiques qui président à la politique européenne nationale des pays partenaires. Ce qui est en jeu, c'est un dialogue apte à restaurer la confiance à différents niveaux, dialogue qui pourra se nouer notamment entre les parlementaires, les diplomates, les hauts fonctionnaires de diverses instances, et s'accompagner d'une coopération régulière avec les think tanks et instituts de recherche.

Toutefois, ce nécessaire effort de compréhension mutuelle ne signifie pas d'autre part que l'on puisse exiger des responsables politiques d'un pays qu'ils remettent en question les principes fondamentaux de leur politique européenne ou étrangère. La capacité d'adaptation que l'on peut attendre de chaque pays a ses limites. Les perceptions nationales des menaces, qu'il s'agisse du terrorisme international pour la France ou de la Russie pour la Pologne, ne sont négociables ni pour Paris ni pour Varsovie. L'intangibilité de l'État de droit est un préalable fondamental du processus d'intégration européenne et ne peut faire l'objet d'une quelconque négociation ni en Allemagne ni en France. Développer sa propre flexibilité politique, reconnaître et respecter les limites de la flexibilité politique du partenaire : ce sont là deux démarches essentielles pour instaurer la confiance, dont le Triangle a un besoin urgent.

Trente ans du Triangle de Weimar: une idée d'hier ou un concept pour demain?

N°8, 30 juin 2021

Gérer la diversité dans l'UE

Depuis le début de l'intégration européenne, les relations franco-allemandes n'ont jamais fonctionné sur la base de l'égalité des intérêts, mais sur l'aptitude au compromis. Autrefois, les « compromis par procuration » bilatéraux permettaient souvent de résoudre les conflits d'intérêts de tous les États membres. Dans l'UE à 27, cela est presque impossible, ou en tout cas beaucoup plus difficile que dans l'ancienne communauté de six, neuf ou douze membres. Si Paris, Varsovie et Berlin parviennent à établir une solide relation de confiance entre eux, le Triangle de Weimar pourrait jouer un rôle de modérateur de la diversité dans l'UE. Les trois pays sont représentés dans d'autres groupes régionaux ou alliances d'intérêts informelles et disposent d'un capital de légitimité considérable. L'UE continuera d'avoir besoin d'une médiation entre les « économies » et les défenseurs de la solidarité, les atlantistes et les tenants de la souveraineté européenne, les partisans d'un marché unique libéral et ceux d'un État-providence fort, les membres économiquement forts et les membres économiquement faibles. Bien sûr, le paysage politique est plus complexe que ces simples oppositions ne le suggèrent. Mais c'est précisément pour cette raison que le Triangle de Weimar pourrait, en s'appuyant sur la diversité de ses propres intérêts, apporter une contribution importante à un travail de médiation fructueux.

Assumer une responsabilité pour l'Europe

Au-delà de ces objectifs fondamentaux, dont la réalisation sera difficile à mesurer, il doit être possible d'exiger dès aujourd'hui du Triangle qu'il assume une responsabilité concrète pour l'Europe. Les trois États de Weimar le font déjà dans divers domaines politiques, comme en témoignent l'engagement de la France au Mali, l'abandon du charbon par la Pologne et l'approbation par l'Allemagne de la levée de la dette européenne dans le cadre du fonds de reconstruction de l'UE. Mais les ambitions du Triangle doivent aller plus loin.

Premièrement, pour donner plus de crédibilité à leur engagement envers l'Europe, les trois pays doivent systématiquement accorder leur politique nationale à leurs professions de foi rhétoriques en faveur de l'Union européenne. Les initiatives nationales isolées comme celle de l'Allemagne dans le projet Nord Stream 2 doivent appartenir au passé. L'entrée de la Pologne dans la zone euro – bien stipulée lors de son adhésion à l'UE – serait un pas important vers le renforcement de la cohésion dans l'Union.

Deuxièmement, le Triangle doit avant tout assumer une responsabilité collective. La décision du gouvernement polonais de mettre progressivement fin à la production de charbon ouvre la voie à un nouveau dialogue sur l'énergie et le climat au sein du Triangle, qui pourrait accompagner de manière constructive les efforts de la Commission européenne dans le cadre du Green Deal. Par ailleurs, on attend depuis des années du Triangle qu'il élabore une stratégie commune pour le voisinage de l'UE qui soit plus que l'addition des intérêts de la Pologne vis-à-vis de ses voisins à l'Est et de ceux de la France vis-à-vis de ses voisins au Sud. Les conséquences d'une politique de voisinage mal conçue doivent être supportées par toute l'Europe et par l'ensemble de l'UE. Hors, aucun groupe d'États de l'Union n'est mieux placé que le Triangle pour élaborer une politique européenne dans ce domaine.

Troisièmement, la responsabilité de la relance du Triangle n'incombe en aucun cas à ses seuls États membres. Dans les années à venir, le Triangle de Weimar régional devrait être renforcé par le développement de la coopération entre les régions françaises, les voïvodies polonaises et les länder allemands. L'idée n'est pas nouvelle : Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Hauts-de-France et Silésie travaillent déjà ensemble dans ce cadre depuis 20 ans. Le Brandebourg a une expérience de coopération avec l'Île-de-France et la Mazovie. Les régions sont souvent confrontées aux mêmes types de défis. Tous les participants tirent profit de l'échange

Série de publications

Trente ans du Triangle de Weimar: une idée d'hier ou un concept pour demain?

N° 8, 30 juin 2021

d'expériences, par exemple sur les changements structurels ou la coopération transfrontalière. En outre, le Triangle régional est moins sujet aux blocages idéologiques que l'échelon national.

La fin nécessaire du non-engagement

Les objectifs formulés pour le Triangle de Weimar de demain ne pourront servir de points cardinaux que s'il existe une volonté politique de reconnaître à nouveau le compromis et le consensus comme des conditions essentielles de la puissance et de la compétitivité mondiale de l'UE. Cela implique également d'accepter dans un premier temps les limites d'action du Triangle de Weimar et de ne pas voir de contradiction dans le fait d'exiger des relations franco-allemandes fortes au sein de l'UE. S'il fonctionne bien, le Triangle peut même rendre le moteur franco-allemand plus efficace, tant que ce dernier veille à s'ouvrir et à intégrer là où c'est nécessaire. Mais 30 ans après la déclaration de Weimar, Paris, Varsovie et Berlin doivent de toute urgence s'entendre sur des objectifs réactualisés afin de sortir le Triangle de l'impasse à laquelle mène l'absence d'engagement – et d'exploiter à l'avenir tout son potentiel.

Trente ans du Triangle de Weimar: une idée d'hier ou un concept pour demain?**N°8, 30 juin 2021****Auteur**

Martin Koopmann est directeur de la Fondation Genshagen.

La série

La série « 30 ans de Triangle de Weimar – une idée d'hier ou un concept pour demain ? » propose différents éclairages de ce format trilatéral en abordant son histoire et sa forme actuelle, et formule des idées quant au rôle qu'il pourrait jouer à l'avenir. Dans la première partie de cette série, le Triangle de Weimar sera analysé du point de vue français, allemand et polonais, tandis que la deuxième se concentrera sur ses effets et ses résultats dans les domaines de la collaboration internationale, de la coopération transfrontalière et des interactions au niveau culturel et de la société civile.

#SGWeimarTriangle30

Traduction

Aurélie Duthoo et François Mortier

Les articles de cette série ne reflètent que les opinions de leurs auteurs. Tous droits réservés. Toute reproduction ou utilisation similaire des travaux de la Fondation Genshagen, y compris sous forme d'extraits, nécessite son accord écrit préalable.

Publications précédentes

N°1: Jakub Wiśniewski: Retour aux fondamentaux – Un nouveau départ pour le triangle de Weimar

N° 2: Paul Maurice: Le Triangle de Weimar – un avenir géopolitique dans une perspective française

N° 3: Kai-Olaf Lang et Ronja Kempin: Le Triangle de Weimar vu d'Allemagne : pour un nouvel élan... mais sans placer la barre trop haut

N° 4: Ryszarda Formuszewicz: Le charme discret de la dissonance : le Triangle de Weimar vu de Pologne

N° 5: Adam Balcer: Un fort potentiel mais un bilan modeste – le Triangle de Weimar dans la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE :

N° 6: Peter Ulrich, Birte Wassenberg: L'Eurodistrict de Strasbourg-Kehl/Ortenau, modèle pour un Triangle de Weimar « local » ?

N° 7: Jean-Yves Potel: Promouvoir la portée sociétale et culturelle du Triangle de Weimar : trois pistes.

Editeur

Fondation Genshagen
Am Schloss 1
D-14974 Genshagen
www.stiftung-genshagen.de
institut@stiftung-genshagen.de

© Fondation Genshagen, 2021

Fondation Genshagen

La Fondation Genshagen est une fondation de droit civil reconnue d'utilité publique. Ses fondateurs sont le Land de Brandebourg ainsi que la République fédérale d'Allemagne représentée par la Déléguée du gouvernement fédéral à la culture et aux médias (BKM). Elle encourage le dialogue entre la France, l'Allemagne et la Pologne dans l'esprit du « Triangle de Weimar ». Son principal bailleur de fonds tiers est le Ministère fédéral des Affaires étrangères.

Vous souhaitez soutenir le travail de la Fondation Genshagen ?

Devenez membre de l'Association pour la promotion de la Fondation Genshagen (Förderverein Stiftung Genshagen e.V.) ou faites un don en faveur de l'un de nos projets.

Contact : foerderverein@stiftung-genshagen.de

Nos fondateurs :



Die Beauftragte der Bundesregierung
für Kultur und Medien



Cette série d'articles est publiée avec l'aimable soutien de :



Auswärtiges Amt